

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ENERGIE ET DE LA MER  
En charge des relations internationales sur le climat

DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE

**EXAMEN PROFESSIONNEL POUR LE RECRUTEMENT  
D'ASSITANTS D'ADMINISTRATION DE L'AVIATION CIVILE  
DE CLASSE SUPERIEURE**

**SESSION 2016**

## **ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ**

### **OPTION : GESTION FINANCIERE**

**15 questions à choix multiple  
10 questions à réponse courte**

Le (la) candidat(e) est invité(e) à vérifier que le sujet comporte les pages numérotées de 1 à 9 (ci-jointes).

Durée : 3H

Coefficient : 3

**IMPORTANT :**

**« Afin de préserver l'anonymat des copies, il est rappelé qu'aucun signe distinctif ne doit apparaître sur la copie.**

**Il est également vivement recommandé, sous peine d'annulation de l'épreuve concernée, de ne pas apposer sa signature, ni d'inscrire son nom, son grade, ou toute autre mention personnalisée.**

**Il est également demandé à ce que le (la) candidat(e) compose à l'encre noire ou bleue (pas de turquoise).**

**Le nom du candidat ne doit figurer qu'à l'emplacement réservé à cet effet et sera soigneusement caché par le rabat. »**

*Séries de 15 questions à choix multiple (QCM) et de 10 questions à réponse courte (QRC) relatives à la gestion financière.*

*Notations : Chaque question du QCM vaut 1 point. Chaque question du QRC vaut 2,5 points. La note sur 40 points obtenue sera divisée par 2 afin d'obtenir une note définitive sur 20.*

## **I - Questions à choix multiple (une seule réponse possible)**

### **1) Quel programme supporte les actions de Météo-France ?**

- Le programme 170
- Le programme 206
- Le programme 217
- Le programme 613

### **2) Devant quelle instance les ordonnateurs sont-ils passibles de sanctions ?**

- L'Inspection générale des finances
- La Cour des comptes
- Le Conseil d'État
- La Cour de discipline budgétaire et financière

### **3) En cas de refus de visa du contrôleur budgétaire et ministériel (CBCM), l'ordonnateur**

- Ne peut passer outre ce refus et doit s'y conformer
- Peut contester ce refus devant le Conseil d'État
- Peut passer outre ce refus, uniquement sur autorisation du ministre chargé du budget, saisi par le ministre concerné
- Peut outrepasser ce refus qui ne le lie pas et peut, par conséquent, décider de ne pas s'y conformer

### **4) Hors charge de la dette, quelle mission représente la dépense principale de l'État ?**

- Défense
- Enseignement scolaire
- Solidarité, insertion, égalité des chances
- Recherche et enseignement supérieur

**5) Le point d'indice de la Fonction publique est :**

- Déterminé en fonction des résultats de l'agent et de ses compétences professionnelles
- Augmenté de 1,2%, en deux étapes : +0,6% au 1<sup>er</sup> juillet 2016 et +0,6% au 1<sup>er</sup> février 2017
- Augmenté de 1,2% au 1<sup>er</sup> juillet 2016
- Encore gelé en 2016

**6) Quelle est la quotité de taxe de l'aviation civile (TAC) affectée au budget annexe « contrôle et exploitations aériens » (BACEA) au 1<sup>er</sup> janvier 2016 ?**

- 80,91%
- 85,92%
- 100%
- Nulle, le produit de la TAC n'est pas affecté au BACEA

**7) Au 1<sup>er</sup> avril 2016, le Code des marchés publics**

- A été abrogé
- Est devenu le Code des achats publics
- A vu ses articles relatifs aux marchés à procédure adaptée (MAPA) supprimés
- A été inscrit dans la Constitution

**8) Conformément à la loi organique n°2011-692 du 1<sup>er</sup> août 2011 relative aux lois de finances (LOLF), le Parlement vote le budget au niveau**

- De la mission
- Du programme
- Du budget opérationnel de programme (BOP)
- De l'action

**9) Le bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA)**

- Constitue un programme du budget annexe « contrôle et exploitation aériens » (BACEA)
- Dispose d'un droit d'emprunt pour pouvoir faire face aux coûts des enquêtes
- Constitue un budget opérationnel de programme (BOP) du programme 614 « transports aériens, surveillance et certification »
- Relève de la mission « sécurités »

**10) Combien de budgets annexes compte actuellement le budget de l'Etat ?**

- 0
- 1
- 2
- 3

**11) Qu'est-ce qu'une attribution de produits ?**

- Une opération comptable visant à réduire une créance douteuse
- Une rémunération de prestations fournies par un service de l'État
- Une remise gracieuse
- Un intérêt perçu par un service de l'État sur un placement financier

**12) Quelle part du budget annexe « contrôle et exploitation aériens » (BACEA) représentent les dépenses d'investissements ?**

- Environ 10%
- Environ 30%
- Environ 60%
- Environ 90%

**13) La certification des comptes de Météo-France**

- Est assurée par la Cour des Comptes
- Est assurée par un commissaire aux comptes
- N'est plus obligatoire depuis la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (LOLF)
- Est assurée par le Parlement dans le cadre de la loi de règlement

**14) Quelle est la principale source de recette inscrite au budget annexe « contrôle et exploitation aériens (BAECA) ?**

- La redevance de surveillance et de certification
- La redevance pour services terminaux de la circulation aérienne
- La redevance océanique
- La redevance de route

**15) Quel nom porte le plan de marche stratégique et financier qui lie Météo-France à l'État ?**

- Plan d'objectifs et de performance
- Document d'objectifs et de performance
- Contrat d'objectifs et de performance
- Pacte d'objectifs et de performance

**II – Questions à réponse courte**  
(répondre obligatoirement dans le cadre prévu à cet effet)











